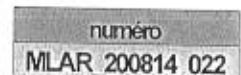


RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
DÉPARTEMENT DE L'HÉRAULT
CANTON DE LODÈVE

COMMUNE DE LODÈVE

ARRÊTÉ



portant sur

LA DÉLÉGATION DE FONCTION À MONSIEUR DAVID DRUART : EAU ET ASSAINISSEMENT

Le Maire de Lodève,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) et notamment l'article L.2122-18 : « Le maire est seul chargé de l'administration, mais il peut, sous sa surveillance et sa responsabilité, déléguer par arrêté une partie de ses fonctions à un ou plusieurs de ses adjoints et, en l'absence ou en cas d'empêchement des adjoints ou dès lors que ceux-ci sont tous titulaires d'une délégation, à des membres du conseil municipal. »,

VU le procès-verbal d'élection du Maire et des Adjointes du 3 juillet 2020,

ARRÊTE

ARTICLE 1 : La délégation de fonction à Monsieur David DRUART, Conseiller municipal, dans les domaines suivants :

- Gestion des compétences eau et assainissement de la Ville de Lodève,
- Référent de la Ville de Lodève à la Communauté de communes Lodévois et Larzac à compter du 1^{er} janvier 2021, une fois les compétences eau et assainissement transférées à la Communauté de communes,

ARTICLE 2 : Cette délégation ne peut faire obstacle au pouvoir du Maire d'accomplir personnellement tous actes ou décisions se rapportant aux domaines délégués,

ARTICLE 3 : Lorsque le Conseiller municipal bénéficiaire de la présente délégation estime se trouver en situation de conflit d'intérêts, il en informe le Maire par écrit précisant la teneur des questions pour lesquelles il estime ne pas devoir exercer ses compétences,

Un arrêté du Maire détermine en conséquence les questions pour lesquelles le Conseiller municipal bénéficiaire de la présente délégation doit s'abstenir d'exercer ses compétences,

ARTICLE 4 : Le présent arrêté sera inscrit au registre des actes,

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services et moi-même sommes chargés de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Lodève, le quatorze août deux mille vingt,

Le Maire,
Gaëlle LÉVÊQUE

Notifié à Lodève, le
David DRUART



Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de 2 mois à compter de la présente notification.